

Ecopop : un mélange indigeste

Quel rapport entre la contraception en Zambie et la protection des prairies maigres en Suisse ? À première vue, aucun. Au deuxième regard, toujours rien. Pourtant, nous allons voter prochainement sur l'initiative de l'association Ecopop, qui veut ériger un tel rapport en postulat. Le projet contient deux revendications centrales. La première est que la Suisse investisse chaque année plus de 200 millions de francs dans les moyens de contraception pour freiner la croissance démographique dans les pays en voie de développement. La seconde que notre pays protège l'environnement en limitant rigoureusement l'immigration.

L'histoire d'Ecopop explique comment ce mélange indigeste s'est développé. Depuis le début des années 70, l'association prône que la croissance limitée de la population mondiale est la panacée universelle. Pour sauver la planète toute entière, il faut expliquer aux autres comment adopter une « meilleure » conduite. Pas en investissant dans des écoles ou infrastructures, mais en distribuant des préservatifs. Les partisans de l'initiative s'empressent d'oublier que les pays visés sont de ceux qui utilisent le moins de ressources.

En acceptant Ecopop, la Suisse elle-même peinerait pourtant grandement.

Plafonner à

16 000 par année le nombre d'immigrants admis – demandeurs d'asile, parents par alliance ou Suisses de l'étranger revenant au pays inclus – équivaut à étouffer notre développement économique. Avec le vieillissement de la population, le nombre de personnes partant à la retraite dépasse celui des générations plus jeunes entrant sur le marché du travail. Sans main-d'œuvre étrangère, il sera impossible de combler ce fossé qui ne cessera de se creuser d'ici à 2030. En limitant de la sorte le recours à cette option, l'initiative compromet inconsidérément la prospérité de la Suisse. Qui plus est, sans aucun bénéfice concret ni pour les habitants de Zambie ni pour nos prairies maigres.